

## IDÉES/

# Dominique Méda

## «Nous sommes un pays arriéré dans nos relations au travail, avec une conception très hiérarchique»



PHILIPPE MATSAS FLAMMARION

La spécialiste de l'emploi renverse certaines idées reçues dans son essai «Une société désirable»: la crise politique s'explique aussi par une dégradation des conditions de travail, engendrant mépris social et déclassement.

Recueilli par  
**CÉCILE DAUMAS**  
Dessin **HUGUES MICOL**

À l'heure où le plus hautement désirable en politique serait de s'échapper sur Mars ou de confier notre destin à l'intelligence artificielle (IA), la sociologue Dominique Méda propose une alternative : rester sur terre et en prendre soin. Dans *Une société désirable* (Flammarion), la spécialiste des politiques sociales et de l'emploi, professeure de sociologie à l'université Paris Dauphine-PSL, remet au centre de la crise démocratique les questions sociales et le travail. Elle évoque trois défis que nous devons surmonter : la crise du travail – qui est tabou en France –, celle de l'Etat-providence et la dernière, la plus sévère, la crise écologique. Et pour y faire face, dit-elle, il faut «démocratiser l'entreprise et l'économie». Un contre-modèle à la «présidence impériale» rêvée par Donald Trump.

**Pour expliquer la montée des populismes et de l'extrême droite, nous insistons beaucoup**

**sur la dégradation du politique mais on oublie souvent la dimension sociale de la crise démocratique...**

Les élections ont rendu pleinement visible le mal-être d'une partie de nos concitoyens dont les votes se sont largement portés sur les partis d'extrême droite. Ces électeurs seraient racistes, disent certains, d'autres ont pointé l'usage des réseaux sociaux. La crise du travail explique en partie cette crise démocratique. La dernière élection de Donald Trump a prouvé que les questions du travail et de l'emploi étaient centrales. Déjà, sa victoire de 2016 était due moins au fait qu'il avait su parler aux classes laborieuses, déclassées par la désindustrialisation, qu'au fait que les démocrates avaient, eux, échoué à s'adresser aux classes populaires. C'est ce que mettent en évidence les travaux de la sociologue américaine Joan Williams dans son livre *White Working Class*. Elle montre que ce que voulait (et continue de vouloir) cette classe laborieuse, ce sont finalement des choses assez simples : retrouver une forme de dignité au tra-

vail et de bons emplois, cesser d'être méprisée par les «élites». Cela me fait évidemment penser à ce qui s'est passé en France en 2011 avec la note de Terra Nova qui préconisait que le Parti socialiste ne fasse plus de la classe ouvrière sa priorité électorale. Cette classe sociale a aussi été abandonnée par la droite qui certes parle sans cesse de valeur travail, mais n'a jamais mis les conditions de travail et de salaire au centre de sa réflexion.

**Pourquoi alors ce discours sur la France qui serait devenue un pays où on ne travaille pas assez ?**

La crise du travail fait l'objet en France d'un véritable déni. Les Français seraient des râleurs, qui se plaindraient sans arrêt. Or, les enquêtes montrent une très forte dégradation des conditions de travail dans notre pays. Selon une étude de la Dares sortie en 2023, 37% des actifs considéreraient en 2019 qu'ils n'étaient pas capables de tenir dans leur travail jusqu'à l'âge de la retraite. On comprend alors pourquoi, lorsque la réforme des retraites a été annoncée, les gens ont



laissé éclater leur colère : travailler deux ans de plus leur paraissait impossible dans ces conditions. Pire, si on regarde ce qui se passe au niveau européen, en matière de pénibilité, la France est en queue de peloton, derrière les bons élèves que sont les Pays-Bas, l'Allemagne et le Danemark mais aussi derrière l'Union européenne (UE) à 27... La pénibilité physique est plus forte en France que dans la moyenne de l'UE à 27, notamment en ce qui concerne le port de charges lourdes, les postures douloureuses (deux des critères de pénibilité supprimés en 2017), les contraintes émotion-

nelles, les discriminations. L'intensification du travail est nette : les Français doivent travailler toujours plus vite dans des délais toujours plus courts. La France est aussi le pays européen où les accidents de travail mortels et non mortels sont les plus fréquents : elle fait partie des plus mauvais élèves en Europe. Avec 674 décès au travail comptabilisés en 2021, son taux de fréquence – de 3,3 pour 100 000 employés – dépasse de loin la moyenne européenne (1,76). Des chiffres qui placent l'Hexagone dans les derniers du classement, aux côtés de Malte, la Lituanie et la Lettonie. Enfin,





seulement 45 % des Français considèrent que leurs efforts sont rémunérés à leur juste valeur, contre 68 % des Allemands par exemple. C'est le cœur du problème.

#### Comment expliquer ce sentiment d'injustice et de déclassé-ment ?

En France, les salariés ont moins voix au chapitre qu'ailleurs. C'est ce que montrent l'enquête européenne sur les conditions de travail dont nous parlons depuis tout à l'heure : un peu plus de 50 % des actifs en emploi peuvent influencer des décisions importantes pour leur travail, alors que c'est le cas de presque

70 % des actifs en emploi allemands. Dans les enquêtes que j'ai pu faire, les salariés se plaignent d'être invisibles, traités comme des pions et finalement victimes d'une forme de mépris, un mépris social qui s'exerce à l'intérieur même de l'entreprise. C'est aussi un reproche adressé généralement à un management décrit comme « fondé sur le diplôme » : des managers issus des grandes écoles déboulent en entreprise sans rien connaître à la réalité du travail et aux résistances que les personnes rencontrent, et du coup fixent mal les objectifs et les rétributions. Nous sommes un pays ar-

riéré en matière de relations au travail ; nous avons encore une conception très hiérarchique de l'entreprise. Quand on n'a pas voix au chapitre dans son travail et pas d'autonomie, on a tendance à voter pour les extrêmes, selon les travaux de l'économiste Thomas Coutrot. Dans les régions les plus désindustrialisées, quand l'emploi devient très précaire, les gens se tournent vers les partis extrêmes, notamment le Rassemblement national. Ce sentiment va de pair avec les grandes transformations économiques qui ont eu lieu depuis trente ans, comme la désindustriali-

sation. Des territoires entiers en France sont atteints par ce déclassé-ment. Ce sont des personnes qui n'arrivent plus à faire vivre leur famille et ne peuvent plus vivre dignement de leur travail.

#### Ce sentiment de déclassé-ment s'accompagne souvent d'une grande solitude. On se retrouve souvent seul face à des difficultés comme un licenciement, un problème de discrimination ou de harcèlement...

L'individualisation croissante du travail alimente le malaise. Les salariés sont mis en compétition entre eux, on distribue des primes individuelles, on externalise des fonctions, on restructure de façon permanente. Depuis la crise du Covid, le développement du télétravail a renforcé cette individualisation et cet isolement. Les collectifs de travail ont été corrodés, dissous d'une certaine manière. Ils sont d'autant moins forts que la présence syndicale diminue aussi. Elle est très faible en France, avec un taux de syndicalisation autour de 11 %. Cela n'a rien à voir avec l'Allemagne ou les pays du Nord où les syndicats sont beaucoup plus présents à la fois à l'échelle de l'entreprise et au niveau national : si en Allemagne aussi la syndicalisation a baissé (18 %), dans les pays scandinaves en revanche, les taux restent très élevés (autour de 65 %).

Une des pistes d'amélioration pour notre pays serait d'aller, comme cela est en vigueur dans ces pays, vers davantage de codétermination : les syndicats et les représentants des salariés sont présents dans les conseils d'établissement et dans les conseils de surveillance bien plus massivement qu'en France. Un tiers des places leur y sont réservées. Avec mes collègues Isabelle Ferreras et Julie Battilana, nous plaçons même pour aller plus loin : puisque l'entreprise est composée de deux parties constituantes – les investisseurs en travail et les apporteurs de capital –, nous proposons de leur donner le même poids et le même pouvoir.

#### Ce que vous montrez aussi dans votre livre, c'est que la protection sociale repose de plus en plus sur l'individu...

Depuis plus de trente ans, avec l'expansion du néolibéralisme, il y a une remise en cause de l'Etat-providence et des règles du droit du travail – par exemple celles qui encadrent le licenciement ou l'embauche.

Dans le modèle néolibéral, la protection sociale et les dépenses publiques afférentes doivent se concentrer sur les plus pauvres, tandis que le reste de la protection est organisé par l'entreprise ou par les individus eux-mêmes. Derrière la pensée néolibérale, il y a l'idée que chacun doit devenir un autoentrepreneur de soi et être responsable de sa propre prévoyance. Ce sont les idées développées par la pensée néolibérale depuis ses origines (bien décrites par Michel Foucault) et portées aujourd'hui par Donald Trump et l'extrême droite. Certes en France, les coups de boutoir n'ont pas encore fait céder notre modèle. Mais ce n'est pas un bon signe lorsque l'ancien ministre de l'Economie, Bruno Le Maire, remet en cause l'Etat-providence et prône un Etat protecteur qui risque de s'adresser en réalité aux plus démunis. L'histoire du XIX<sup>e</sup> siècle nous montre pourtant que ce modèle ne fonctionne pas, car il produit d'immenses inégalités entre ceux qui peuvent s'acheter une protection et ceux qui ne le peuvent pas. Il faut donc une organisation collective pour mutualiser les risques, une protection globale et solidaire. C'est uniquement par cette voie que l'on peut maintenir une société salariale qui protège le plus grand nombre.

#### Ce serait quoi, selon vous, une société désirable ?

Elle reposerait sur un Etat-Providence fort qui prendrait en charge de nouveaux risques, notamment ceux générés par la crise écologique. Un Etat qui permettrait d'éviter la survenance de risques, qui investirait suffisamment dans les services publics et la prévention, dans la santé et l'éducation. On ne doit pas considérer ces dépenses comme improductives : elles sont au contraire le ciment de la société. A l'inverse de ce qui est en train de se passer, nous devons considérer la reconversion écologique comme notre priorité absolue et tout reconstruire autour d'elle. Si nous le faisons intelligemment, et si nous sommes capables de mettre les classes populaires au centre de ce projet, nous pourrions créer des emplois, recouvrir une forme d'indépendance, changer le travail, rendre nos entreprises soutenables, réduire les inégalités, améliorer la santé de tous... Autant de bénéfices infiniment désirables que nous devons rendre visibles pour susciter l'enthousiasme et l'envie de nos concitoyens. ◆



**UNE SOCIÉTÉ DÉSIRABLE. COMMENT PRENDRE SOIN DU MONDE**  
DOMINIQUE MÉDA, Flamarion, 272 pp., 20 €.